## Croissance : le verre à moitié plein

La Fondation Idea s'est demandé, à partir de projections de la croissance jusqu'à 2017, si le Luxembourg était un premier de la classe ou un cancre.

La Fondation Idea, le think tank, ou groupe de réflexion, de la Chambre de commerce, a publié un nouvel avis sur la croissance du Luxembourg. La Fondation Idea se demande si le Luxembourg est, conformément aux récentes projections macroéconomiques de la Commission européenne, un très bon élève de type premier de la classe, ou au contraire, un dernier de la classe.

De notre journaliste Jeremy Zabatta

es projections macroéconomiques de la Commission annoncent une croissance particulièrement élevée sur un plan international. Ces projections affichent 3,1 % de croissance (en moyenne) sur la période 2015-2017 sur le plan mon-

dial, 1,8 % pour la zone euro et 1,5 % pour les pays de la Grande Région. La Fondation Idea met très vite en garde: «Ces performances doivent cependant être appréciées avec une pincée de sel. D'autant que comme en matière médicale, un diagnostic superficiel peut donner lieu à des prescriptions inadaptées, à des poisons en puissance», peut-on lire dans sa dernière publi-

La Fondation Idea met en perspective le classement des pays de la zone euro suivant la croissance du PIB sur la période 2015-2017 et la moyenne sur la même période du PIB par résident. Sans surprise, le Luxembourg se classe parmi les premiers pays européens en matière de croissance du PIB avec 3,1 %, derrière l'Irlande (4,7 %), Malte (3,1 %) et la Slovaquie (3,1 %). A contrario, le Grand-Duché se retrouve dans les dernières places en ce qui concerne le classement de la croissance du PIB par résident sur la période 2015-2017, alors que l'Irlande, Malte et la Slovaquie restent dans le haut du classement.

## Des bons points pour le gouvernement

«La croissance du PIB luxembourgeois refléterait donc avant tout une progression de la population plus élevée que dans le reste de la zone euro», souligne la Fondation Idea, qui prend en compte le fait que la Commission a tablé sur une progression démographique de 2,1 % sur trois ans, ce qui correspond quasiment à la hausse de la

population enregistrée au Luxembourg entre 2007 et 2014.

Mais le Luxembourg dispose d'une

particularité, un nombre important de frontaliers, qui rend caduques ou fausse les études européennes. La Fondation Idea en est consciente dans son raisonnement: «Une solution (pour prendre en compte le phénomène transfrontalier) consiste à recentrer le numérateur sur la population résidente, en rapportant à cette dernière le revenu national brut (RNB) et non plus le

Le groupe de réflexion poursuit : «Le RNB est schématiquement égal au PIB, moins les rémunérations versées aux frontaliers et les revenus nets de la propriété payés au "reste du monde". Il reflète donc le revenu total des seuls résidents - de sorte que le numérateur et le dénominateur couvrent le même champ géographique.» Résultat, le Luxembourg ne gagne qu'une place de plus et reste donc dans le bas du classement de la croissance du PIB par habitant.

Que faut-il donc en conclure? «Il faut (comme toujours) se méfier des apparences. Il convient certes de ne pas céder au "négativisme" à outrance : le Luxembourg connaît, à la faveur surtout d'une importante immigration nette, une augmentation très soutenue de sa population. Cette expansion est un signe de dynamisme et constitue un atout en termes de diversification des compétences et un adjuvant pour nos entreprises, qui bénéficient de la sorte de débouchés intérieurs élargis», émet comme conclusion le

think tank. Plus concrètement, la Fondation Idea prône un certain dynamisme et un renforcement des infrastructures, une fiscalité stable et incitative ou encore un saut quantique en matière de capital humain. Le tout en félicitant tout de même le gouvernement actuel qui, selon la Fondation Idea, est sur le bon chemin. «Les autorités ne sont pas restées inertes ces dernières années, comme l'a démontré par exemple le projet de budget 2016 axé sur des investissements publics dynamiques, sur un effort de diversification et comportant une augmentation des dépenses de recherche et développement», souligne-t-elle avant de conclure : «Il serait excessif de qualifier le Luxembourg de "bonnet d'âne" de la croissance, mais force est de constater que ses performances sous-jacentes sont loin d'être stellaires. Fort heureusement, nous disposons de clés pour y remédier.»



Suivant l'indicateur de croissance choisi, le Luxembourg est 4e ou 13e au sein de la zone euro.